

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 DÉCEMBRE 1920.

PROPOSITION DE LOI

modifiant la loi sur la milice du 30 août 1913, et réduisant la durée du temps de service.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Le désarmement général, la paix, est un des vœux du monde. L'on peut concevoir que ce n'est peut-être encore, à l'heure actuelle, qu'une chimère. Mais il n'empêche que là se trouve un des grands buts de l'humanité, vers lequel les nations ont pour mission de tendre leurs efforts et d'orienter leur évolution.

Si l'avènement de cette ère nouvelle ne rentre pas dans les espérances dont nous escomptons la réalisation sur le champ, tout au moins notre préoccupation immédiate doit elle être de préparer ses voies.

C'est pourquoi une politique militaire tendant à la réduction des armements est le premier devoir qui s'impose à la conscience des peuples.

Et en s'y résolvant, ceux-ci n'auront pas seulement la satisfaction idéale d'avoir aidé au bonheur des générations à venir. Ils apporteront encore, à l'amélioration du sort de la génération présente, un appoint matériel dont nulle autre mesure, peut-être, n'atteindra la valeur.

Le monde est sorti appauvri de la longue guerre qui vient de le déchirer. Afin de contribuer à le délivrer du lourd fardeau qui l'écrase des dettes du passé, est-il un moyen plus sage, plus prudent, plus élémentaire, que d'alléger les charges qui pèseront sur lui dans l'avenir?

C'est ce qu'a marqué la Conférence financière internationale, réunie à Bruxelles à l'intervention de la Société des Nations, en recommandant la réduction des dépenses que les armements infligent aux populations accablées.

Nous ne prétendons point que la réduction du temps de service apportera un soulagement immédiat quant aux charges requises par l'outillage de l'armée. Mais elle aura pour portée, à tout le moins, de signaler qu'un temps d'arrêt est survenu dans la course aux armements. Et l'on peut affirmer que sa conséquence directe sera de réduire considérablement les dépenses de

casernement, en même temps que d'accroître les ressources du pays par la libération d'une main-d'œuvre importante et le renforcement de la production.

*
* * *

Dans notre cadre national, les raisons sont multiples qui militent en outre en faveur de la réduction de la durée de l'encasernement.

La Belgique a connu, quant au statut de son armée, des systèmes successifs et divers, dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils n'ont jamais donné satisfaction au pays. Au contraire, il semble qu'à plaisir nous ayons entretenu une atmosphère de mécontentement et de malaise, et que nous nous soyons complus à organiser des milices récalcitrantes.

L'impopularité des prestations militaires a sa source, chez nous, non pas seulement dans l'attachement de nos populations à l'idéal pacifiste, mais aussi et surtout dans la forme où nous les avons imposées.

Une opinion publique s'est formée qui, à tort ou à raison, a imputé la longueur des encasernements prévus par les régimes antérieurs à la prédominance d'un esprit de caste militariste, pour lequel elle éprouve une traditionnelle méfiance, et dans lequel elle aperçoit l'un des pires ennemis du sentiment démocratique.

En donnant ses fils à l'armée, le peuple belge a toujours eu l'impression qu'il les abandonnait à un joug hostile, pour des fins obscures et qui lui échappaient, plutôt qu'il les livrait, dans toute la compréhension de sa portée, à l'accomplissement d'un devoir élevé.

Et l'instabilité, l'incohérence des conceptions qui se sont succédées, ont été l'obstacle à la formation d'une mentalité commune et robuste inspirée du sacrifice librement consenti, approprié à des buts sainement délibérés et proclamés, sans pusillanimité et sans outrance, et dans laquelle l'armée aurait trouvé le secret de sa cohésion et de sa force morales.

La reconstruction morale du pays exige que, pour faire table rase des erreurs du passé, s'affirme la théorie précise et nette, expression de la mentalité nouvelle, qui ralliera autour d'elle la confiance populaire : l'armée a pour unique mission d'assurer la défense nationale; elle est formée de tous les citoyens, fermement résolus à n'attaquer personne, mais non moins résolus à défendre jusqu'à la mort, leur indépendance et leurs libertés. En attendant l'établissement de la nation armée, et plus tard, la suppression de toute organisation militaire qui marquera la véritable paix, son recrutement doit être prévu en considération uniquement du but qui lui est assigné, et de la moindre entrave à apporter aux autres fonctions de la vie nationale.

*
* * *

Des gens, peut-être de bonne foi, diront : « Votre heure est mal choisie. Il faut trembler encore devant les dangers qui vous guettent ».

Cet appel à la crainte doit rester sans effet sur l'âme forte du vainqueur. Sans doute, nous ne prétendons point que nous ayons désarmé l'âme de notre ennemi d'hier. Mais est-il interdit d'espérer sa régénération?

Et son bras, dans tous les cas, n'est-il pas désarmé pour longtemps?

La révolution allemande, et le Traité de Versailles, sont-ils des parenthèses sans valeur?

Les effectifs de l'Allemagne sont réduits à 100,000 hommes, destinés au maintien de l'ordre sur le territoire et à la police des frontières. Il n'entre dans l'idée de personne que la Belgique pourrait jamais être laissée seule à se défendre contre une agression de l'Allemagne. Mais même s'il devait en être ainsi, peut-on admettre que, pour se défendre contre cette armée de 100,000 hommes, dont l'armement est limité proportionnellement à sa force en soldats, la Belgique doive encaserner ses enfants pendant des périodes allant jusqu'à vingt-quatre mois, et entretenir une armée permanente de la même importance?

Lors même qu'éludant le traité, l'Allemagne formerait secrètement des armées — et l'on se demande comment elle pourrait le faire sans que les Alliés s'en aperçoivent — ces armées ne pourraient être des armées de caserne, des armées de service à long terme : elles seraient forcément des armées de milice, dont le temps de service serait réduit par la nécessité même de dissimuler le dessein poursuivi.

L'heure, au contraire, ne pourrait être plus propice pour que, à l'abri du Traité de Versailles, la Belgique entre résolument dans la voie de la réduction du temps de service.

Elle n'innoverait du reste pas; l'Italie, à laquelle sa qualité de grande puissance impose des obligations militaires autrement importantes que celles qui incombent à notre petit pays, vient en effet d'instaurer le service de huit mois.

* * *

Au lendemain de l'armistice, la Belgique s'est trouvée victorieuse, mais accablée sous le poids d'une misère économique profonde. Pour relever ses ruines, et entreprendre l'œuvre de sa résurrection, pas un atome de sa puissance de travail ne devrait rester inemployé.

Les rigueurs de la législation existante ont déjà eu pour conséquence d'enlever à son activité productrice la collaboration des jeunes gens composant les classes de milice qui n'avaient pu, depuis 1914, être appelées sous les drapeaux.

La loi a fixé à cent mille hommes le contingent de 1920.

Une classe de milice fournit un contingent de cinquante mille hommes environ.

C'est donc, annuellement, encore cinquante mille hommes dans la fleur de l'âge qui sont distraits, pour quinze mois au minimum, de la force vive de productivité de la nation.

N'y a-t-il pas un devoir impérieux à les restituer, dans l'extrême limite du possible, à l'œuvre de restauration du pays?

Les traités de 1919 ont rendu aux peuples vaincus ce service de les contraindre à la réduction au minimum de leurs effectifs, et, par conséquent, de remettre à leur disposition le maximum de la main-d'œuvre.

Allons-nous être les artisans de notre propre échec dans la lutte économique qui s'engage, en immobilisant nos jeunes gens dans les casernes, alors que, chez nos ennemis, ils sont aux champs, à l'usine, au travail?

* * *

La mesure de nos sacrifices militaires doit être déterminée par la nécessité de notre défense nationale, et la part d'exécution que nous avons assumée du Traité de Versailles.

Le second point de cette considération n'est pas de nature à retenir longuement l'attention. Le contingent annuel, même réduit à la valeur d'une demi classe de milice, alimente sans difficulté notre garde sur le Rhin et le service de garnison intérieure, surtout si l'on tient compte de ce que, ainsi qu'il est du reste déjà pratiqué actuellement, l'instruction des recrues se fait aussi bien en Allemagne occupée.

Mais à qui appartient-il de fixer les nécessités de notre défense nationale?

Si nous devons nous donner comme objectif, considérant chacun des peuples comme un agresseur éventuel, de nous mettre en mesure de lui résister par nos seules forces, la prétention ne serait qu'une téméraire folie.

Même en nous adonnant sans réserve à la fureur militariste, pourrions-nous aboutir à autre chose qu'à la plus périlleuse impuissance?

Devons-nous viser plutôt à la constitution d'une armée qui, dans telles circonstances préalablement envisagées, aurait pour tâche de retarder l'agression commencée, jusqu'au moment où l'aide étrangère prévue par un traité ou négociée sur l'heure, pourrait nous apporter son appoint?

Ce ne serait qu'imparfaitement résoudre le problème.

Outre que nous resterions à la dangereuse merci des cas imprévus, la souveraineté nationale deviendrait, dans ces conditions, tributaire du collège restreint de l'État-Major qui, ayant élaboré des plans dont l'efficacité exigerait qu'elle ne pût le connaître, déterminerait alors, en maître absolu, la hauteur des sacrifices dont le pays serait corvéable pour permettre leur exécution.

Ce serait la négation même du principe de la souveraineté nationale et du contrôle populaire.

Notre organisation militaire ne peut pas être déduite de quelques hypothèses imaginées selon l'humeur académique d'un auteur ou d'un collège irresponsables.

C'est la Nation qui doit déterminer, dans la liberté de sa conscience les sacrifices auxquels le souci de ses devoirs et de sa conservation lui commande de s'astreindre, et c'est ensuite au pouvoir responsable et au Commandement de prévoir la meilleure utilisation, pour la défense du pays, de l'instrument qui aura été mis à leur disposition.

Le peuple belge, dans cette occurrence, déclare : J'entends que, à l'heure du danger, aucun de mes enfants ne se dérobe à la défense du pays. Je les mets donc tous, par le service général, au service de sa sauvegarde.

Mais j'ai d'autres devoirs à remplir. J'ai pour mission de travailler à

l'œuvre de la paix. Je dois assurer la prospérité nationale, veiller à la reconstitution et à l'essor économique du pays. Je dois assurer le bien-être moral de la collectivité et le bonheur particulier de chaque citoyen. C'est pourquoi je réduis, à ce que je considère comme le strict nécessaire, les obligations militaires que je dois m'imposer.

N'est-ce pas là faire loyalement tout son devoir?

* * *

L'article 63 de la loi du 31 août 1913 fixait comme suit la durée du service actif à effectuer d'affilée :

Infanterie,	} 15 mois.
Artillerie de forteresse et compagnies spéciales d'artillerie,	
Génie et compagnies spéciales du génie,	
Cavalerie,	} 24 mois.
Artillerie à cheval,	
Artillerie montée,	} 21 mois.
Train,	
Bataillon d'administration : 12 1/2 mois.	

Il stipule en outre qu'il y aura, au cours des deuxième, troisième et quatrième années : pour l'infanterie, l'artillerie de forteresse, les compagnies spéciales d'artillerie, l'artillerie montée et le train, un rappel de quatre semaines; pour la cavalerie et l'artillerie à cheval, un rappel de six semaines; pour le génie, un rappel de huit semaines.

La proposition de loi que nous avons l'honneur de soumettre à la Chambre a pour effet de réduire à six mois, pour toutes les armes, la durée du service actif des miliciens. Elle institue, en outre, un rappel d'un mois dans le courant de l'année qui suit l'accomplissement du service.

* * *

Le but à atteindre dans la formation du soldat est de lui apprendre à marcher, à se servir de son arme et à combattre.

Il n'est plus guère contesté, à présent, qu'une période de trois mois est suffisante pour l'instruction individuelle du fantassin.

Un des principaux enseignements de la guerre a été la spécialisation des armes. Une partie de l'infanterie doit être qualifiée dans les métiers de mitrailleurs, fusilliers-mitrailleurs, grenadiers à mains et à fusil, etc. Cette période de spécialisation est, en général, assez brève.

Elle comporte une durée de quelques semaines. La matière à inculquer à la recrue est limitée, et il ne faut pas perdre de vue que, la désignation des spécialistes se faisant après le troisième mois, les soldats sont alors connus de leur chef, qui base son choix sur les aptitudes particulières et les antécédents des hommes.

Le fantassin sachant marcher et se servir de son arme, il lui reste à apprendre à combattre. C'est à cette école que sera consacré le reste de son terme de service.

L'on peut admettre que le rappel sous les armes est resté une nécessité militaire. On conçoit, en effet, qu'il est utile de confirmer les hommes dans leur métier, et peut-être aussi, d'avoir l'occasion de mettre à la disposition des chefs des unités qui se rapprochent des effectifs de guerre, et de faire manœuvrer les troupes dans le cadre des unités supérieures au groupe de combat.

C'est afin de satisfaire à ce besoin que la proposition de loi prévoit un rappel d'un mois.

L'unification à toutes les armes de la durée du temps de service, s'appuie, elle aussi, sur les leçons de la guerre. Les méthodes contemporaines de combat ont enlevé à la cavalerie l'importance qu'elle avait à l'époque révolutionnaire où les effectifs restreints mis en ligne permettaient encore la guerre de mouvement, et où l'automobile et l'avion n'avaient pas encore assumé et perfectionné les missions de reconnaissance et de liaison.

Le rôle de la cavalerie, parfois même primordial et décisif dans le passé, est appelé, dans les conceptions modernes, à des proportions restreintes qui entraîneront la réduction de ses effectifs. Il est permis, dès lors, d'affirmer que les classes de milice fourniront un contingent de jeunes gens suffisant, dont la préparation hippique rendra superflue toute prolongation d'instruction.

*
* *

La modification apportée à l'article 61 de la loi du 30 août 1913 indique qu'une même classe de milice pourra être appelée par tranches, afin qu'un effectif constant soit toujours sous les armes. C'est au pouvoir exécutif qu'il appartiendra de fixer la date de l'appel des différentes parties de classe.

Dans l'esprit des auteurs de la proposition, le rappel d'un mois stipulé se justifie, en outre des raisons exposées plus haut, par l'utilité qu'il pourra présenter pour la liaison à établir entre les parties de classe entrante et sortante.

Il serait possible et souhaitable également que l'on tînt compte, pour la composition des tranches et la fixation des dates d'appel, des différentes catégories de la population.

C'est ainsi qu'une sage prévoyance appellerait les agriculteurs sous les armes en dehors de la période de l'année où les réclament les travaux de la terre; que les universitaires effectueraient leur service pendant les vacances et le début de l'année scolaire, etc.

*
* *

Le nouveau régime proposé appelle des sacrifices, tant de la part des chefs que de la part des hommes.

Il exige, de la part du commandement, l'abandon des préjugés et de la routine. Il réclame une démocratisation systématique de l'organisation de l'armée, une plus saine utilisation du temps à la caserne, et le renoncement à tout ce qui, dans la vie militaire, est consacré à l'apparat.

Les miliciens, de leur côté, doivent se persuader que la légitime compensation à la réduction du temps de service est le travail intensif. C'est ainsi que la proposition supprime l'inscription dans la loi des congés de longue durée.

Et ils doivent surtout justifier la confiance qui leur est faite, que l'éducation morale du soldat ne se fait pas à la caserne, à coups de théorie et de préceptes, mais qu'elle est en eux. La compréhension de leur devoir sera le secret de leur bonne volonté, et constituera la puissance de l'armée qu'ils formeront.

Les pouvoirs publics, eux aussi, ont un rôle important à remplir.

La stricte application de la loi sur l'instruction obligatoire, l'extension de l'enseignement professionnel, le développement de la culture physique, la vigilance dans l'application des mesures d'hygiène sociale, sont autant des moyens qui renforceront la valeur et faciliteront la tâche du soldat de demain.

Ainsi, par la collaboration de tous les éléments de la Nation, la Belgique formera son armée nouvelle, consciente et digne de sa mission.

JULES MATHIEU.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 DECEMBER 1920.

Wetsvoorstel

tot wijziging der militiewet van 30 Augustus 1913
en verkorting van den dienstdtijd.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

De algemeene ontwapening, de Vrede, dit is een der wenschen van de wereld. Men kan aannemen dat zulks tot nog toe een hersenschim is. Dit neemt echter niet weg dat zich 'aldaar een der groote doeleinden van de menschheid bevindt, naar hetwelk de Natiën hun pogingen moeten richten en hunne ontwikkeling moeten leiden.

Komt deze nieuwe tijd niet dadelijk onze verwachtingen verwezenlijken, toch moeten wij, ten minste, er onverwijld voor zorgen de wegen daartoe te banen.

Daarom is eene militaire politiek, welke strekt om de bewapening in te korten, de hoofdplicht die zich aan het bewustzijn der volkeren opdringt.

Dezen, die tot zulke politiek besluiten, zullen niet alleen de ideale voldoening genieten tot het geluk der aankomende geslachten te hebben bijgedragen, — zij zullen tevens voor de verbetering van het lot der huidige menschheid een stoffelijke hulp hebben verleend, die, wellicht, door geen anderen maatregel zal worden geëvenaard.

Verarmd is de wereld uit den langdurigen oorlog gekomen, waarin zij aan flarden werd gerukt. Ten einde haar van deze looden kap te helpen ontdoen, welke haar onder de schulden van 't verleden verplet, bestaat er een wijzer, voorzigtiger, eenvoudiger middel dan de lasten te verlichten welke in de toekomst op haar zullen drukken?

De Internationale Financieele Conferentie, te Brussel vergaderd door de tusschenkomst van den Volkenbond, heeft daarop gewezen, met de vermindering aan te prijzen der uitgaven welke de bewapening aan de geëiste volken oplegt.

Wij beweren geenszins dat de vermindering van den dienstdtijd eene

onmiddellijke verzachting zal toebrengen in zake de lasten door de toerusting van het leger vereischt. Doch zij zal, ten minste, die strekking hebben, te doen kennen dat er een oponthoud is gekomen in den wedloop naar bewapening. En men mag bevestigen dat zij als rechtstreeksch gevolg zal hebben op aanzienlijke wijze de kazerneeringskosten te verminderen en terzelfder tijd 's lands inkomsten te vermeerderen door het beschikbaar stellen van talrijke handenarbeiders en de toeneming der productie.

* * *

Binnen ons nationaal bestek, zijn de redenen veelvoudig, die daarenboven ijveren ten voordeele der vermindering van den dienstdtijd.

Wat het statuut van zijn leger betreft, heeft België achtereenvolgende en onderscheidene stelsels gekend die, op het zachtste gezegd, aan het land nooit geen voldoening hebben geschonken. Integendeel, het schijnt dat wij er vermaak hebben in gevonden ons in een luchtkring van ontevredenheid en van ongemak te vermeien en dat wij er zouden behagen in geschept hebben, weerspannige krijgsbenden te vormen.

Dat de militaire dienst bij ons weinig in de volksgunst valt, komt niet alleen voort uit de gehechtheid van ons volk aan het vredelievend ideaal, doch vooral uit de wijze waarop wij hem hebben opgelegd.

Bij het volk is de meening ontstaan welke, terecht of ten onrechte, de langdurigheid van den kazernetijd, door vroegere stelsels voorzien, toeschreef aan het overwicht van een militaristischen geest, voor welken het een overerfelijk mistrouwen koestert, en dien het aanziet als een der ergste vijanden van het democratisch gevoelen.

Met zijne zonen aan het leger te geven, heeft het Belgisch volk steeds den indruk gehad dat het ze aan een vijandig juk overleverde, voor duistere en onbegrijpelijke doeleinden, eerder aan ze, in al den omvang der beteekenis, aan de volvoering van een verheven plicht te schenken.

Daarenboven, de onbestendigheid, de onsamenhangendheid der achtereenvolgende opvattingen waren een hinderpaal voor de vorming eener gemeenschappelijke en kloeke mentaliteit, doordrongen van de vrij gebrachte oollers, strookende met nuchter overlegde en bekendgemaakte doeleinden, zonder bloohartigheid en zonder buitensporigheid, en waarin het leger het geheim van zijn samenhang en van zijn zedelijke sterkte zou gevonden hebben.

's Lands zedelijk herstel vereischt dat, wil men den ouden sleur voorgoed opruimen, de nauwkeurige en zuivere theorie voorop worde gesteld, als uiting van den nieuwen geestestoestand welke het vertrouwen van het volk op zich moet samentrekken : het leger heeft alleenlijk ten doel 's lands verdediging te verzekeren; het bestaat uit al de burgers, vast besloten niemand aan te vallen, doch niet minder besloten totterdood te verdedigen hunne onafhankelijkheid en hunne vrijheden. In afwachting van de oprichting der gewapende natie, en later, de afschaffing van elke militaire inrichting welke den waren Vredè zal kenmerken, moet de aanwerving van het

leger voorzien worden alleenlijk met het oog op het doel dat hem is aange-
wezen en zonder de minste belemmering van de overige levensverrichtingen
der Natie.

* * *

Menschen, wellicht te goeder trouw, zullen zeggen : « Uw uur is slecht
gekozen. Gij moet nog de gevaren duchten die u beloeren ».

Dit beroep op de vrees moet zonder inslag blijven op de sterke ziel van
den overwinnaar. Ongetwijfeld, beweren wij niet dat wij de ziel van onzen
vijand van gisteren hebben ontwapend. Doch is het verboden te hopen op
zijne zedelijke wedergeboorte ?

Is, in alle geval, zijn arm niet voor langen tijd ontwapend ?

Zijn de Duitsche omwenteling en het Verdrag van Versailles dan inciden-
ten zonder waarde ?

De legersterkte van Duitschland is verminderd tot op 100,000 man,
bestemd om de orde in het grondgebied te bewaren en de grenspolitie uit te
maken. Niemand denkt er aan dat België ooit zou kunnen alleen worden
gelaten om zich te verdedigen tegen een Duitschen overval. Maar zelfs in dit
geval, kan men aannemen dat, om zich tegen dit leger van 100,000 man te
verdedigen, wiens bewapening beperkt is in verhouding met zijne soldaten-
sterkte, België zijne kinderen in de kazernen moet opsluiten gedurende
tijdperken die 24 maanden kunnen bereiken, en dat het een bestendig leger
van dezelfde belangrijkheid moet onderhouden ?

Zelfs indien Duitschland, moest het het Verdrag ontduiken, in het geheim
legers vormde — en men vraagt zich af hoe dit zou mogelijk zijn zonder dat
de geallieerden het zouden gewaarworden —, dan zouden deze legers geene
kazernelegers kunnen zijn, legers met langen dienstdienst : het zouden nood-
zakelijkerwijs krijgsbenden zijn, wier dienstdienst zou verminderd zijn door
de noodzakelijkheid zelf waarin zij zich zouden bevinden, het nagestreefde
doel te moeten verduiken.

Het oogenblik kan, integendeel, niet gelegener voorkomen om, onder de
horde van het Verdrag van Versailles, België met bestistheid de baan der
beperking van den dienstdienst te doen inslaan.

Ons land zou, overigens, geene nieuwigheid in voege brengen, vermits
Italië, dat wegens zijne hoedanigheid van Groote Mogendheid militaire ver-
plichtingen heeft, welke anderszins belangrijker zijn dan deze welke op ons
klein land wegen, den dienstdienst van acht maanden heeft ingevoerd.

* * *

Na den wapenstilstand zwichtte het zegevierende België onder het gewicht
van diepe economische ellende. Om het land uit zijne puinen te doen oprij-
zen en het werk zijner opstanding te ondernemen, moest geen atoom van
zijne werkkraft ongebruikt blijven.

De strenge naleving der bestaande wetten had reeds voor gevolg, dat
aan 's Lands bedrijvigheid de jongelingen werden ontrakt, die de militie-
klassen uitmaken, welke sedert 1914 niet konden worden opgeroepen.

Door de wet werd het contingent van 1920 op honderdduizend manschappen gebracht.

Eene militieklasse levert een contingent van ongeveer vijftigduizend manschappen.

Dat zijn dus jaarlijks nog vijftigduizend mannen die, in den bloei van het leven, minstens voor vijftien maanden aan 's lands vruchtdragende bedrijvigheid worden onttrokken.

Is het geen dringende plicht deze krachten in de hoogst mogelijke mate aan het werk van 's lands herstel terug te geven?

De overdragen van 1919 hebben aan de overwonnen volkeren deze dienst bewezen, dat zij gedwongen zijn hunne effectieven tot het minimum te beperken en, diensgevolge, het maximum handenarbeid beschikbaar te houden.

Zullen wij de bewerkers worden van onzen eigen ondergang in den aangebonden economischen strijd, door onze jongelingen in de kazernen op te houden, terwijl zij, bij onze vijanden, op het veld, in de fabriek, aan den arbeid staan?

* * *

Onze militaire opofferingen moeten gemeten worden naar de noodwendigheid van 's lands verdediging en naar het deel van uitvoering, dat wij in het Verdrag van Versailles op ons hebben genomen.

Het tweede punt van deze beschouwing is niet van aard om de aandacht lang bezig te houden. Het jaarlijksch contingent, zelfs tot op de helft van eene militieklasse beperkt, volstaat om zonder bezwaar onze wacht op den Rijn alsmede den garnizoendienst van het binnenland te voeden, vooral wanneer men rekening houdt met hetgeen reeds heden ten dage geschiedt, namelijk dat de rekruten ook wel in bezet Duitschland worden onderricht.

Aan wie echter hoort het de noodwendigheden van 's lands verdediging vast te stellen?

Moesten wij elk der volkeren als een mogelijken aanvaller beschouwen, en diensgevolge ons ten doel stellen, in staat te wezen om aan elk door onze eigene krachten te weerstaan, dan zouden wij eene roekeloze dwaasheid begaan.

Zouden wij, zelfs met zonder voorbehoud op te gaan in de militaristische dolheid, tot iets anders uitkomen dan tot de meest gevaarlijke onmacht?

Of moeten wij veeleer streven naar de samenstelling van een leger waarvan, onder zekere vooraf beoogde omstandigheden, de taak wezen zou den ingezetten aanval te stuiten tot wanneer de uitlandsche hulp, voorzien door een verdrag of op den stond zelf bewerkt, opdagen zou om ons te steunen?

Dat ware slechts eene onvolledige oplossing van het vraagstuk.

Aldus zouden wij niet enkel bloot staan aan het gevaarvolle der onvoorziene gevallen, doch ook 's lands souvereiniteit zou, onder deze omstandigheden, afhankelijk worden van het beperkt college van den Staf die, na

plannen te hebben uitgewerkt, welke om doeltreffend te zijn onbekend moeten blijven; als heer en meester bepalen zou de hoegrootheid der offers welke tot uitvoering dezer plannen van het land dienen geëischt te worden.

Dat ware de loochening zelf van 's lands souvereiniteit en van het volks toezicht.

Onze krijgsinrichting kan niet worden afgeleid van enkele ingebeelde onderstellingen volgens de academischen gestemdheid van een schrijver of van een niet-aansprakelijk college.

De Natie is het die, in volle vrijheid, bepalen moet, welke opofferingen zij zich uit plicht en voor haar zelfbehoud moet opleggen, en daarna hoort het aan de aansprakelijke macht en aan het bevelhebberschap te voorzien welke, voor 's lands verdediging, de beste gebruikswijze is van de middelen welke hun ter hand werden gesteld.

In deze spreekt het Belgische Volk aldus : In het oogenblik van het gevaar wil ik dat geen enkel mijner kinderen zich aan de verdediging van het land onttrekke. Allen stel ik ze dus, door middel van den algemeenen dienstplicht, ten dienste van 's lands vrijwaring.

Doch, nog andere plichten moet ik vervullen. Mijne zending is te arbeiden aan het Werk van den Vrede. Ik moet 's lands voorspoed verzekeren, en de hand houden aan zijn economisch herstel en zijn snellen economischen ontwikkelingsgang. Het zedelijk welzijn van de gemeenschap moet ik bewerken alsmede de afzonderlijke welvaart van elken burger. Uit dien hoofde beperk ik de op te leggen militaire verplichtingen tot wat ik als het streng noodzakelijke beschouw.

Is dat niet eerlijk zijn plicht gedaan ?

* * *

Bij artikel 63 der wet van 30 Augustus 1913 wordt de duur van den werkelijken dienst, welke zonder onderbreking moet worden verstrekt, bepaald als volgt :

Infanterie,	} 15 maanden.
Vestingartillerie en bijzondere artilleriecompagnieën,	
Genie en bijzondere compagnieën van de genie,	
Rijdende artillerie,	} 24 maanden.
Ruiterij,	
Bereden artillerie,	} 21 maanden.
Trein,	
Administratie-bataljon : twaalf en half maanden.	

Het bepaalt bovendien dat, in den loop van het tweede, derde en vierde jaar, het voetvolk, het vestingsgeschut, de bijzondere artilleriecompagnieën, de bereden artillerie en de trein, voor vier weken zullen teruggeroepen worden; de ruiterij en de rijdende artillerie voor zes weken, de genie voor acht weken.

Het wetsvoorstel, dat wij de eer hebben aan de Kamer te onderwerpen, heeft voor doel den actieven dienst der militieplichtigen voor alle wapens te

beperken tot op zes maanden. Buiten dat voorziet het het terugroepen voor één maand in den loop van het jaar volgend op den dienstdtijd.

* *

Het doel dat moet beoogd worden bij het vormen van den soldaat is hem te leeren marcheeren, zich van zijn wapens te bedienen, en te strijden.

Het wordt thans niet meer betwist dat drie maanden voldoende zijn voor de individueele vorming van den infanterist.

Een der hoofdlessen van den oorlog was de specialiseering der wapens. Een gedeelte van de infanterie moet bijzonder onderricht worden in het hanteeren der machinegeweren, van mitrailleusegeweren, handgranaten, enz. Dit tijdperk van specialiseering is over het algemeen tamelijk kort.

Het omvat enkele weken. De dingen die men den rekrut moet aanleeren zijn beperkt, en men mag niet uit het oog verliezen dat de aanduiding der specialisten na de derde maand geschied, en de soldaten alsdan gekend zijn van hun overste, die zijne keuze grondt op de bijzondere eigenschappen en het verleden van zijne manschappen.

Kan de infanterist eenmaal marcheeren en zich van zijn wapens bedienen, dan moet hij nog leeren vechten. Aan dit onderricht zal de rest van zijn dienstdtermijn bestemd worden.

Men kan aannemen dat het terugroepen onder de wapens eene militaire noodwendigheid is gebleven. Het is inderdaad te begrijpen dat het nuttig is de manschappen te sterken in hun vak, en misschien ook wel, ter beschikking van de legeroversten eenheden te kunnen stellen die de oorlogsterkte benaderen, en de troepen te doen werken in het kader der eenheden boven de gevechtsgroep.

Het is om te voldoen aan die noodwendigheid dat het wetsontwerp het terugroepen voor ééne maand voorziet.

Het eenmaken van den duur van den dienstdtijd voor alle wapens steunt eveneens op de lessen van den oorlog. De tegenwoordige strijdmethoden hebben aan de ruitery de belangrijkheid ontnomen die zij vroeger had, toen de geringere legers, die te velde werden gebracht, den bewegingsoorlog nog toelieten, en toen de automobielen en het vliegtuig de verkenningen en verbindingsen nog niet op veel betere wijze konden uitvoeren.

De rol van de ruitery, die in 't verleden dikwijls de eerste en de hoofdzakelijke was, is in de moderne opvatting bestemd om zeer beperkt te worden, en dit zal natuurlijk een vermindering van zijn getalsterkte medebrengen. Daarom mogen wij zeggen dat de militieclassen een voldoende aantal jongens zullen opleveren, die reeds genoeg van de rijkunst weten om een verlenging van den onderrichtstijd onnoodig te maken.

* *

De wijziging in artikel 61 van de wet van 30 Augustus 1913 behelst dat eene zellde militieklas bij reeksen zal kunnen opgeroepen worden, opdat er altijd eene vaste legersterkte onder de wapens zou wezen. 't Is de taak van

de uitvoerende macht den datum te bepalen van het oproepen der verschuldende reeksen eener klas.

Behalve om de hooger aangehaalde redenen is, naar de opvatting der voorstellers, het terugroepen voor eene maand gerechtvaardigd door het nut dat er kan uit voortvloeien voor de samenwerking tusschen de vertrekkende en de binnenkomende reeksen eener klas.

Men zou ook kunnen, en 't ware zelfs wenschelijk, dat men rekening hield voor de samenstelling der reeksen en de bepaling van de datums van oproep met de verschillende categorieën der bevolking.

Zoo ligt het voor de hând dat men de landbouwers liefst onder de wapens moet roepen in de maanden waarin de veldarbeid hen minder noodig heeft, dat de universiteitstudenten hun dienst moeten verrichten gedurende de vacantie en in den aanvang van het academisch jaar, enz.

* * *

Het nieuwe stelsel eischt offers zoowel van de oversten als van de manschappen. Van den eerste vereischt het het opgeven van vooroordeel en slenter. Het eischt eene stelselmatige democratisering van de legerinrichting, een verstandiger gebruik van den tijd in de kazerne, het afzien van alles wat in de militaire loopbaan aan uiterlijken praal wordt besteed.

De soldaten moeten hunnerzijds overtuigd zijn dat de vermindering van den dienstdag als tegenwicht moet hebben een intensievere arbeid. Ons voorstel schaft dus alle verloven van langen duur af.

Maar zij moeten zich vooral waardig toonen van het in hen gestelde vertrouwen dat de moreele opleiding van den soldaat niet in de kazerne ligt, met theorieboekjes en onderrichtingen, maar wel in hen zelf. Het wel begrijpen van hun plicht, zal het geheim wezen van hun goeden wil, en zal de kracht uitmaken van het leger dat zij moeten vormen.

De openbare machten hebben hunnerzijds ook een rol te vervullen.

De strenge toepassing van den leerplicht, de uitbreiding van het beroeps-onderwijs, de ontwikkeling van de lichamelijke cultuur, de waakzaamheid over de volksgezondheid zijn even zooveel middelen die de waarde zullen verhoogen en de taak verlichten van den soldaat van morgen.

Zoo zal, door de medewerking van al de bestanddeelen der Natie, België, bewust en waardig van zijne zending, zijn nieuw leger vormen.

JULES MATHIEU.



(ANNEXE AU N^o 8).(BIJLAGE VAN N^o 8).**PROPOSITION DE LOI**

modifiant la loi sur la milice du 30 août 1913, et réduisant la durée du temps de service.

ARTICLE PREMIER.

Les articles 20, 61 et 63 de la loi de la milice du 30 août 1913 sont rédigés comme suit :

Article 20.

A. — Sont considérés comme ayant accompli leur terme de service militaire :

1^o Les miliciens qui ont accompli au moins leur terme de service actif normal, conformément à l'article 63 (rappels compris);

2^o Les volontaires qui ont accompli au moins trois ans de service;

3^o Les jeunes gens qui sont entrés en service actif et qui ont quitté l'armée par suite d'infirmités ou d'affections contractées au service militaire;

4^o Les réfractaires, les défaillants et les retardataires qui ont accompli au moins quatre années de service (rappels non compris).

B. — Ne peut procurer la libération à ses frères, le milicien ou le volontaire qui, à partir de la date à laquelle il aura commencé son service actif, aura été absent illégalement de son corps, détenu dans une prison civile ou incorporé dans une compagnie de correction pendant

WETSVOORSTEL

tot wijziging der militiewet van 30 Augustus 1913 en verkorting van den dienstdtijd.

EERSTE ARTIKEL.

De artikelen 20, 61 en 63 der militiewet van 30 Augustus 1913 worden gelezen als volgt :

Artikel 20.

A. — Worden geacht hunnen militairen dienstdtijd te hebben volbracht :

1^o De militieplichtigen die ten minste hunnen gewonen werkelijken dienstdtijd hebben volbracht overeenkomstig artikel 63 (met inbegrip van de terugroepingen);

2^o De vrijwilligers die gedurende ten minste drie jaren hebben gediend;

3^o De jongelingen die in werkelijken dienst zijn getreden en die het leger hebben verlaten wegens lichaamsgebreken of ziekten opgedaan bij den militairen dienst;

4^o De wederspannigen, de nalatigen en de achterblijvers die gedurende ten minste vier jaren hebben gediend (de terugroepingen niet medegerekend).

B. — De militieplichtige of de vrijwilliger die, vanaf den datum waarop hij zijnen werkelijken dienst heeft begonnen, van zijn korps onwettig afwezig gebleven is, in eene burgerlijke gevangenis opgesloten of bij eene strafcompagnie ingelijfd werd gedurende vier maanden in

un temps total de *quatre* mois dans le cours du terme de service actif normal prévu par l'article 63.

C. — Pour le volontaire, cette prescription ne sera appliquée que si la durée totale de présence réelle au corps a été inférieure à trois ans.

Article 63.

A. — Le Gouvernement fixe l'époque à laquelle les hommes désignés pour le service sont remis à l'autorité militaire. *Une même classe de milice peut être appelée par tranches.*

B. — La remise se fait au chef-lieu de la Province par le Gouverneur, qui en dresse l'état en signalant spécialement les miliciens compris dans les contingents antérieurs, dont la dispense n'a pas été maintenue. Chacun des intéressés reçoit préalablement du Gouverneur un ordre de départ.

D. — Dès que les miliciens quittent leur commune pour être dirigés vers le chef-lieu, ils sont nourris et logés aux frais de l'État.

Article 63.

A. — Un arrêté royal détermine chaque année la répartition des effectifs dans les diverses armes.

B. — En dehors des rappels, le service actif s'effectue d'affilée.

Le terme de service actif des miliciens a une durée de six mois pour toutes les armes.

et geheel in den loop van den gewonen werkelijken dienstdtijd voorzien bij artikel 63, kan aan zijne broeders geen ontheffing verschaffen.

C. — Voor den vrijwilliger wordt dit voorschrift alleen dan toegepast wanneer de geheele duur van de werkelijke aanwezigheid bij het korps minder dan drie jaar bedroeg.

Artikel 63.

A. — De Regeering bepaalt het tijdstip, waarop de voor den dienst aangewezen manschappen aan de militaire overheid afgeleverd worden. *Eene zelfde militieklas kan bij gedeelten binnengeroepen worden.*

B. — De aflevering geschiedt ter hoofdplaats van de provincie door den Gouverneur, die den staat der afgeleverden opmaakt en tevens bijzonder wijst op de militieplichtigen behoorende tot de vorige lichtingen, wier ontslagings niet werd gehandhaafd. Elke belanghebbende ontvangt vooraf een bevel van vertrek vanwege den Gouverneur.

C. — Zoodra de militieplichtigen hunne gemeente verlaten om naar de hoofdplaats overgebracht te worden, komen de kosten van hunne voeding en huisvesting ten laste van den Staat.

Artikel 63.

A. — De indeeling der manschappen bij de verschillende wapens wordt elk jaar bepaald bij Koninklijk besluit.

B. — Buiten de terugroepingen, wordt de werkelijke dienst achtereen gedaan.

Voor al de wapens bedraagt de werkelijke dienstdtijd der militieplichtigen zes maanden.

Ce délai court à partir de l'appel sous les armes.

Il y aura en outre, pour toutes les armes, au cours de l'année suivant l'accomplissement du service, un rappel d'un mois.

Nul ne peut être distrait sans nécessité absolue des termes de service ci-dessus et employés hors des rangs des compagnies, escadrons ou batteries.

C. — Le terme de service actif pour les volontaires est de :

Trois ou cinq ans s'ils sont âgés de plus de dix-huit ans ;

Cinq ou sept ans s'ils sont âgés de moins de dix-huit ans ;

Un, deux ou trois ans pour les miliciens ou volontaires qui, après l'accomplissement de leur terme de service, signeront un nouvel engagement.

Toutefois, le volontaire qui a contracté un engagement alors qu'il n'avait pas l'âge de dix-huit ans, aura le droit, dans le mois qui suit sa majorité, d'annuler l'engagement qu'il a souscrit ou d'en réduire la durée.

La durée du terme de service actif normal prend cours :

1^o Pour les volontaires, le quinze septembre qui suit la date de l'engagement ;

2^o Pour les miliciens et les volontaires de milice, au jour de leur entrée au service actif.

D. — Les miliciens en congé illimité sont soumis chaque année à une revue d'effectifs. En sont exempts ceux qui, dans l'année, se

Deze diensttijd neemt een aanvang vanaf de oproeping onder de wapens.

Bovendien worden al de wapens weer binnengeroepen voor ééne maand in den loop van het jaar na dit waarin de diensttijd is volbracht.

Niemand mag, zonder volstrekte noodzakelijkheid, aan bovengemelden diensttijd onttrokken en buiten de gelederen der compagnieën, eskadrons of batterijen werkzaam gesteld worden.

C. — Voor de vrijwilligers bedraagt de werkelijke diensttijd :

Drie of vijf jaar, indien zij meer dan achttien jaar oud zijn ;

Vijf of zeven jaar, indien zij minder dan achttien jaar oud zijn ;

Een, twee of drie jaar voor de militieplichtigen of vrijwilligers die, na het volbrengen van hunnen diensttijd, eene nieuwe dienstverbintenis aangaan.

Echter is de vrijwilliger, die eene dienstverbintenis heeft aangegaan wanneer hij nog niet achttien jaar oud was, gerechtigd om, binnen ééne maand na zijne meerderjarigheid, de door hem aangegane dienstverbintenis te verbreken en den duur daarvan te verminderen.

De gewone werkelijke diensttijd neemt een aanvang :

1^o Voor de vrijwilligers, den vijftienden September volgende op den datum der dienstverbintenis ;

2^o Voor de militieplichtigen en militievrijwilligers, den dag waarop zij in werkelijken dienst treden.

D. — De militieplichtigen met onbepaald verlof zijn ieder jaar onderworpen aan eene schouwing der manschappen. Daarvan zijn vrijge-

sont soumis à un rappel sous les armes.

E. — Les miliciens et les volontaires qui se conduisent ou servent mal peuvent, après l'accomplissement de leur terme de service actif, être maintenus sous les armes pour un temps indéterminé en rapport avec la gravité des fautes commises et avec leur conduite générale pendant toute la durée de leur service actif.

Toutefois, la durée de ce maintien sous les armes ne pourra jamais être supérieur à six mois.

F. — Le milicien ou le volontaire, pour des motifs graves, jugés valables par l'autorité militaire, peut obtenir un congé interruptif d'une durée de trois mois à deux ans, à condition de paraître, à sa rentrée, le temps de service actif qu'il doit accomplir en vertu de ses obligations légales ou de son engagement.

G. — Toute absence pour blessures ou maladies involontaires compte comme temps de service actif.

H. — Tous ceux qui sont astreints au service militaire jouissent, aux jours prescrits par leur culte, sauf dans les circonstances exceptionnelles et graves, du temps nécessaire pour remplir leurs devoirs religieux suivant les règles et les usages de leur culte. *Ceux qui ne suivent aucun culte jouissent de loisirs équivalents.*

Un arrêté royal réglera l'exécution de ces dispositions.

steld zij, die zich, binnen het jaar, aan eene terugroeping onder de wapens hebben onderworpen.

E: — De militieplichtigen en de vrijwilligers, die zich slecht gedragen of slecht dienst doen, kunnen, na het volbrengen van hunnen werkelijken dienstdtijd, onder de wapens gehouden worden voor een onbepaalden tijd in verhouding tot de zwaarwichtigheid der gepleegde vergrijpen en tot hun algemeen gedrag gedurende hunnen geheelen werkelijken dienstdtijd.

Zij mogen echter nooit langer dan zes maanden onder de wapens gehouden worden.

F. — Om ernstige redenen, door de militaire overheid geldig geoordeeld, kan de militieplichtige of de vrijwilliger een dienstonderbrekend verlof voor den duur van drie maanden tot twee jaar bekomen, mits hij den werkelijken dienstdtijd, welken hij moet volbrengen krachtens zijne wettelijke verplichtingen of zijne dienstverbintenis, voleindigt nadat hij in het leger is teruggekeerd.

G. — Elke afwezigheid wegens onvrijwillige verwondingen of ziekten telt als werkelijke dienstdtijd.

H. — Alwie verplicht is te dienen, beschikt op de dagen voorgeschreven door zijn eeredienst, behalve in uitzonderlijke en 'gewichtige omstandigheden, over den noodigen tijd tot het vervullen van zijne godsdienstige plichten volgens de regelen en de gebruiken van zijnen eeredienst. *Zij, die geen godsdienst belijden, hebben aanspraak op gelijken vrijen tijd.*

De tenuitvoerlegging van deze bepalingen wordt bij Koninklijk besluit geregeld.

ART. 2.

La présente loi entrera en vigueur avec l'appel de la classe 1921.

ART. 3.

(Dispositions transitoires.)

En aucun cas, la loi ne pourra s'appliquer aux miliciens appartenant à une classe antérieure à la classe de 1921.

ART. 2.

Deze wet treedt in werking bij het binnenroepen van de klasse 1921.

ART. 3.

(Overgangsbepaling).

In geen geval kan de wet worden toegepast op de militieplichtigen, die behooren tot eene klasse vóór die van 1921.

Jules MATHIEU,
C. MOURY,
VANDEMEULEBROUCKE,
BERLOZ, Eugène
Eugène SOUDAN,
DES. CNUUDE.